

# FOCUS

**SUR LA FAO ET L'AGRICULTURE AU BURUNDI**



**VOL. 2 - N° 4  
AVRIL - JUIN  
2012**

**BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DE LA FAO BURUNDI  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**



## **Dans ce numéro:**

- |   |  |
|---|--|
| <b>6</b> Résultats des financements CERF 2011 | <b>13</b> Nouveau projet régionale BXW             |
| <b>8</b> Business Meeting du PNIA             | <b>16</b> Résultats des foires aux semences 2012   |
| <b>11</b> Journée Mondiale de l'Eau 2012      | <b>17</b> L'appui FAO aux Villages Ruraux Intégrés |

Chers lecteurs,

Nous voici déjà au quatrième numéro de votre Bulletin Focus. La période Janvier-mars 2012 a été un trimestre ponctué de beaucoup d'événements sur la sécurité alimentaire:

des promesses d'appui à la promotion de la sécurité alimentaire, des actions en faveur de la consolidation de la paix, du renforcement des capacités de production agricole et d'élevage, un combat pour sauver le bananier, et bien d'autres.

Le numéro vous fait vivre également les moments forts de la célébration de la Journée Mondiale de l'Eau, dans le contexte du monde rural malheureusement menacé par la dégradation environnementale.

Ce numéro brosse aussi l'image sombre de la production pour la saison 2012 A, suite à une série d'aléas notamment dans l'Est et le Nord-est du Burundi.

Il décrit enfin des initiatives menant vers une agriculture de développement basée notamment sur l'agro-alimentation, l'intensification et la commercialisation.

Bonne lecture!

Le Comité de rédaction

James Belgrave

Barnabé Ndayikeza

Baudelaire Ndayishimiye

Vos opinions et commentaires sont toujours les bienvenus à notre adresse:

FAO Burundi,  
Av. De la Plage, Q. Asiatique,  
B.P. 1250, Bujumbura, Burundi  
[FAO-BI@fao.org](mailto:FAO-BI@fao.org)

# PHOTO FOCUS

## La FAO en Action au Burundi



De droite à gauche, Madame la Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le Deuxième Vice-président de la République, et le Représentant des bailleurs au Burundi. Du 14 - 15 Mars, sous le haut patronage de son excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, le MINAGRIE a organisé une table ronde des bailleurs de fonds « Business Meeting », pour la mise en œuvre du Plan National d'Investissement agricole "PNIA" 2012-2017. Lors de cet événement, les intervenants et bailleurs dans le secteur de la sécurité alimentaire au Burundi étaient présents.



22 Mars 2012, Lac Cohoha, commune Busoni, province Kirundo.

Lors de la Journée Mondiale de l'Eau, pilotée par la FAO, le Ministre de l'Eau et de l'Environnement et son collègue du Ministère de l'Intérieur plantent des arbres de type grevilia donnés par la FAO sur le littoral du lac Cohoha, province Kirundo. Les autorités du pays, avec l'appui de la FAO, ont pris les devants dans la plantation des arbres pour protéger les bassins versants et les zones tampons des sources d'eau contre la dégradation lors de la JME.



Mars 2012, Bugarama, Bujumbura Rural.

Explication d'un agriculteur au sujet de la problématique du BXW sur l'économie des ménages dans la commune Bugarama (Bujumbura Rural). Partenariat élargi incluant les services techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, la recherche, les laboratoires de biotechnologie, les ONG et Projets partenaires de la FAO et les médias.

**Pour accéder aux nouvelles, photos, bulletins, documents et autres informations sur la FAO au Burundi connectez-vous à notre nouveau site-web**

**[coin.fao.org/cms/world/burundi](http://coin.fao.org/cms/world/burundi)**

# JOURNÉE MONDIALE DE LA FEMME: LA POLITIQUE DE LA FAO EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES A DES OBJECTIFS AMBITIEUX

Accroître les opportunités pour les femmes et les filles, un levier pour combattre faim et pauvreté



L'égalité entre les sexes au sein de la nouvelle politique de genre de la FAO

Pour éliminer la faim et la pauvreté extrême, il est fondamental de multiplier les opportunités sociales, éducatives et économiques offertes aux femmes et aux filles. Une nouvelle politique d'égalité entre les sexes lancée aujourd'hui par la FAO vise à mettre la parité hommes-femmes au cœur des travaux de l'Organisation pour renforcer l'agriculture et le développement durable.

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a annoncé la nouvelle politique à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme au siège du Fonds international pour le développement agricole (FIDA). Chaque année, à tour de rôle, la FAO, le FIDA et le PAM - tous implantés à Rome - célèbrent ensemble cet événement.

«La politique de genre de la FAO souligne l'engagement de l'Organisation envers les questions liées aux femmes et à la parité hommes-femmes,

pour l'éradication de la faim et de la pauvreté», a déclaré M. Graziano da Silva.

La FAO soutient que l'autonomisation des femmes et des filles dans l'agriculture pourrait accroître leurs rendements de 20-30 pour cent, relever la production agricole nationale de 2,5 à 4 pour cent, et réduire ainsi le nombre d'affamés de 100-150 millions.

## Objectifs d'égalité des sexes

En collaboration avec les pays, les organismes des Nations Unies, des partenaires bilatéraux de la société civile et du secteur privé et les universités, la FAO s'est fixé les objectifs suivants à atteindre d'ici 2025:

1. les femmes et les hommes participent sur un même pied d'égalité aux décisions prises au sein des institutions rurales et à l'élaboration des lois, des politiques et des programmes;

2. les femmes et les hommes ont un contrôle et un accès égaux à des emplois et des revenus décents, à la terre et autres ressources productives;

3. les femmes et les hommes ont un accès égal aux biens et aux services pour le développement agricole, ainsi qu'aux marchés;

4. la charge de travail des femmes est réduite de 20% grâce à de meilleurs services, technologies et infrastructures;

5. l'aide agricole au profit des projets liés aux femmes et à l'égalité entre les sexes passe à 30% de l'aide agricole totale.

Tandis que la réalisation des objectifs d'égalité entre les sexes relève avant tout des pays eux-mêmes, la FAO se chargera de la planification, de la mise en œuvre et du suivi de ses programmes et politiques, en veillant à ce qu'ils contribuent à l'atteinte de ces buts.

La nouvelle politique de la FAO préconise des cibles afin de mieux affronter les inégalités entre hommes et femmes, notamment en incorporant des données ventilées par sexe (lorsqu'elles sont disponibles et pertinentes) dans les principales bases de données statistiques de la FAO d'ici 2015, et en affectant 30% des travaux et du budget opérationnel de la FAO au niveau national et régional aux interventions ciblant expressément les femmes d'ici 2017.

Par ailleurs, afin de gagner en efficacité en tant qu'organisation, la FAO est en train de parachever un plan de ressources humaines qui devrait contribuer à atteindre l'objectif de 50 pour cent de femmes parmi les membres du cadre organique recrutés à l'échelle internationale. Le but est d'être en adéquation avec les normes du système des Nations Unies.

<http://www.fao.org/news/story/fr/item/128104/icode>

# Le Développement Agricole, une dynamique clé pour sécuriser les efforts de paix

Dans la phase transitoire post-conflit, où le Burundi est engagé, la paix et la réconciliation dépendent de processus fragiles et délicats. Le développement, la sécurité et la stabilité sont de plus en plus menacés par les effets du changement climatique, l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources naturelles, la faiblesse des structures et infrastructures pour assurer une production, valorisation, commercialisation des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Des défis nouveaux et complexes se posent pour que le développement du secteur agricole puisse générer des revenus et des emplois.

Le Gouvernement et le Système des Nations Unies ont démarré un nouveau programme de consolidation de la paix au Burundi intitulé « Appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit ». Ce programme sera mis en œuvre dans le cadre de la Stratégie Intégrée d'Appui des Nations Unies au Burundi (UNDAF+ 2010–2014), de l'axe 3 du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté du Gouvernement burundais et de la vision 2025.

Il met en œuvre plusieurs domaines prioritaires de la Stratégie intégrée d'appui des Nations Unies à la consolidation de la paix au Burundi : dont la « Réintégration des populations affectées par la guerre et autres sinistrés » et la « Relance de la production agricole en vue d'assurer la sécurité alimentaire ». Ce nouveau programme intègre également des actions proposées dans la Stratégie Nationale de Réintégration des Personnes Affectées par le Conflit approuvée par le Gouvernement en février 2010.

Le programme sera mis en œuvre sur base d'un partenariat entre le Gouvernement (via le Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre) et le Système des Nations Unies, représenté par les agences UNHCR, PNUD, FAO, UNIFEM, UNFPA et BIT.

Les structures de coordination existantes seront renforcées pour appuyer la décentralisation et la Commission des Terres et d'autres Biens (CNTB) sera soutenue pour mener la résolution des



La FAO soutient les femmes dans leurs activités agricoles

conflits liés à la terre, base de la stabilité du pays. Le programme prévoit d'assister environ 53 000 bénéficiaires dans les provinces de Bujumbura Rural, Bubanza et Cibitoke.

La FAO travaillera avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAGRIE) pour promouvoir et à améliorer l'intensification et la diversification des systèmes de production agricole et d'élevage et appuyer l'entrepreneuriat local pour assurer la sécurité alimentaire des ménages.

Les communautés ciblées seront accompagnées afin d'avoir les capacités techniques et financières nécessaires pour développer des entreprises locales (agricoles et non-agricoles) génératrices d'emploi et de revenus. Des activités d'appui à la structuration des associations et coopératives agricoles seront également menées.

La création et la structuration de groupements d'épargne seront favorisées ainsi que l'accès aux crédits au travers des micro finances, notamment pour les activités génératrices de revenus.

L'approche chaîne de valeurs/filières sera privilégiée afin que les acteurs d'un même circuit agricole cherchent activement à se supporter les uns les autres en vue d'augmenter leurs efficacités et compétitivités.

Les cultures à haute valeur ajoutée nutritionnelle et économique seront promu à travers la mise en place de nouvelles variétés de riz, de soja, arachide et tournesol. Des formations en techniques de production et de conservation de ces cultures seront organisées pour les producteurs organisés en associations ou groupements.

Une attention particulière sera portée sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes pour leur autonomisation. Pour ce faire, l'approche « Champ Ecole Paysan » sera privilégiée pour favoriser l'apprentissage des techniques de production et de transformation des produits agricoles.

Les bénéficiaires seront formés au sein de centres de formation qui constitueront des pôles de diffusion des innovations et technologies agricoles modernes et adaptés aux situations spécifiques. La formation et la diffusion de l'information sur les techniques agricoles seront poursuivies jusqu'au niveau de l'exploitation.

Dans le secteur de la pêche, des activités pour le conditionnement, la transformation et la commercialisation du poisson du lac Tanganyika ainsi que la promotion des activités de promotion de l'aquaculture seront initiées pour permettre aux rapatriés, déplacés, démobilisés et ex-combattants d'initier en commun des activités économiquement viables.

Les interventions de la FAO porteront également sur la réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles dans les périmètres irrigués à travers des activités « cash for work » qui permettent non seulement la mise en valeur des terrains agricoles à travers l'aménagement des bassins versants et marais, mais aussi la création rapide d'emplois.

Il s'agira du rétablissement des capacités de production des associations exploitant le périmètre irrigué de Nyamabere par un meilleur accès à l'eau d'irrigation, à l'usage des intrants agricoles de qualité et une exploitation rationnelle des terres dont bénéficient les ménages.



La transformation des produits agricoles est une activité soutenue par la FAO



La vulnérabilité chronique est ciblée par le projet PBF dans les provinces à l'Ouest du Burundi



La réhabilitation des infrastructure hydro-agricoles: une action clé pour assurer la sécurité alimentaire

# Les fonds CERF 2011 ont permis le redressement agricole et de la sécurité alimentaire des populations vulnérables de l'Est du pays pour la saison 2012A

D'un montant de 4 millions de USD, les fonds CERF 2011 pour le Burundi portaient sur la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, l'hygiène et l'assainissement ainsi que la protection sociale. Ils avaient été retenus après l'identification du Burundi comme pays non-éligible aux certains fonds d'urgence (notamment le CAP - Consolidated Appeals).

La FAO, l'UNICEF, le PAM, l'OMS et le UNHCR sont les agences des Nations Unies auxquelles a été confiée la mise en œuvre des projets bénéficiant de la couverture de ces fonds. Les fonds CERF ont été utilisés dans un contexte de prolongation de la vulnérabilité chronique, handicap au relèvement communautaire et à la reprise économique. La crise politique et d'autres problèmes dont une démographie galopante, les changements climatiques, les maladies des plantes et la flambée des prix sont venus aggraver la situation d'insécurité alimentaire dans le pays.

Le déboursement des fonds CERF reflète une dynamique d'appuyer de nouvelles structures de coordination de l'assistance où le Gouvernement du Burundi prend de plus en plus la responsabilité du travail d'aide directe aux populations, antérieurement du ressort des organisations internationales depuis la crise de 1993. Le contexte de l'utilisation de ces fonds est également celui de la persistance de la vulnérabilité exigent des efforts de prise en charge notamment à travers la réintégration des Burundais réfugiés dans les pays voisins.

Sur ces fonds CERF, la part de la FAO a été consacrée au projet intitulé « Intervention d'urgence en appui des moyens de vie des ménages les plus vulnérables affectés par la perturbation climatique La Niña » exécuté pour un montant de 900 000 USD déduits de



Inondation d'un marais à Cankuzo en 2010



Une des foires aux semences organisées en 2011



Les semences distribuées aux bénéficiaires des foires

l'enveloppe destinée aux cinq agences des Nations Unies.

La FAO a consacré ce montant à l'assistance de 653 120 bénéficiaires de plusieurs catégories : femmes enfants, hommes, et des individus ayant en charge des enfants de moins de cinq ans. L'intervention de la FAO a couvert les zones géographiques de l'Est du pays, spécifiquement dans les provinces de Muyinga, Cankuzo et Ruyigi.

## Une situation critique justifiant l'allocation du gros du financement à la sécurité alimentaire

Une attention particulière était focalisée sur la saison culturale 2012A de septembre 2011 à février 2012 dans les régions naturelles du Bugesera (Kirundo et Muyinga) et du Moso (Cankuzo et Ruyigi). Ces régions étaient les plus affectées par les déficits hydriques causés par le phénomène la Niña. Le rapport d'évaluation des récoltes pour la saison 2011A avait enregistré une diminution de la production de 3 % par rapport à celle de la même saison (2012A) pour l'année précédente et pour toutes les catégories de cultures.

Le même rapport évoque une situation restée précaire avec des taux de malnutrition chronique supérieur à 58% depuis 2000. Dans la majorité des provinces, le taux d'insuffisance pondérale était supérieure à 30%. Cette situation profilait un risque de basculer sous les seuils d'urgence.

Cette situation a poussé le PAM et la FAO à prendre des mesures de distribution d'une ration alimentaire et des intrants agricoles essentiels aux personnes les plus vulnérables dans les zones touchées.

## Amélioration de la sécurité alimentaire à travers le redressement de l'agriculture

Les fonds CERF ont permis à la FAO d'assurer l'assistance en intrants agricoles en faveur des communautés vulnérables. De son côté, le PAM a distribué une ration de protection des semences (RPS) dans le but de maximiser les taux de semis.

Les fonds CERF ont également permis la réhabilitation agricole à travers les activités de la FAO. Environ 25 000 ménages des zones affectées ont pu mettre en place la saison culturale 2012A. Lors des foires organisées pour la saison, chaque ménage a eu un kit constitué d'une houe et de 10 grammes de semences maraichères et un voucher de 14 000 Fbu lui permettant de s'acheter des semences de son choix et l'engrais chimique.

A travers ce projet, la situation de sécurité alimentaire des bénéficiaires s'est stabilisée, notamment par la reprise des activités agricoles et le renforcement

de la sécurité alimentaire des ménages affectés par les aléas climatiques et les maladies des cultures.

Ces ménages ont en effet pu éviter la disette et connaître la réduction de la dépendance directe des voisins et de l'assistance alimentaire. Les récoltes de la saison 2012A ont permis aux bénéficiaires de réduire l'impact négatif de la période de soudure de fin août-début décembre normalement caractérisée par l'épuisement des réserves alimentaires.

Le financement CERF a permis à la FAO de couvrir les besoins critiques d'assistance induits pas la Niña et donc de redresser une situation de crise agricole et alimentaire. Au total, pour le volet de la FAO, 49 000 ménages ont été assistés, soit 37% des 132 000 ménages qui avaient besoin d'un accompagnement agricole pour la Saison 2011A. La priorité a été accordée aux enfants orphelins chefs de ménages, aux femmes veuves, aux vieux et aux autres personnes dont la ressource-terre est limitée.

## Atelier de formation en FFS pour la production des légumes de bonne qualité



Le travail en équipe et le partage des connaissances sont la base sur laquelle les FFS sont fondés

Organisée du 13 au 19 mars et du 26 au 30 mars 2012 à Bujumbura, la formation visait la formation des facilitateurs capables de conduire des « Champs Ecoles Paysans » (FFS – de l'anglais Farmer Field School) et de promouvoir l'approche de Production et Protection Intégrée (PPI). Cette formation était encadrée et supervisée par des experts du projet FAO - MINAGRIE Horticulture Urbaine et Périurbaine (HUP), par un maître-formateur FFS et par un spécialiste international en PPI.

La formation revêt une importance capitale dans la mesure où elle portait sur des thèmes aussi capitaux que l'utilisation des pesticides, l'application de bonnes pratiques culturales à travers l'approche FFS. Subdivisés en deux groupes de 41 apprenants pour la première phase, et de 49 pour la deuxième phase, la formation cherchait à faire des participants, des experts dans leurs propres exploitations à travers l'application des meilleures pratiques agricoles. L'application des connaissances apprises devrait aboutir à l'obtention des légumes de bonne qualité.

La formation était organisée dans le cadre du projet HUP et a été exécutée avec l'expertise technique de la FAO et le financement par le Royaume de Belgique.

Un FFS est installé au Bureau Municipal de l'Horticulture (BMH). Il sera considéré comme centre d'apprentissage où tous les facilitateurs formés se rencontreront une fois la semaine pour une continuité de la formation durant une période correspondante au cycle de vie culturale. Ces derniers vont transmettre les connaissances aux membres de leur FFS respectif. En plus du FFS qui est installé au BMH, 39 autres seront installés dans la zone d'action du projet, avec l'appui des 79 facilitateurs qui ont suivi la formation FFS et PPI, à raison de deux par FFS.



Une bénéficiaire met son empreinte digitale pour accuser réception des intrants

# BUSINESS MEETING PNIA

## LES PARTENAIRES DU BURUNDI ENGAGES A SOUTENIR LE PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)

Les partenaires techniques et financiers du Gouvernement du Burundi dans le secteur agricole conviés à la « Table Ronde de mobilisation financière du Plan National d'Investissement Agricole PNIA » ou Business meeting, organisée du 14 au 15 mars 2012 à Bujumbura, ont réitéré leur engagement à renforcer le soutien du secteur agricole de ce pays à travers la mise en marche de ce plan et programme. Ce forum qui était centré sur le thème « Investir dans une agriculture de marché, familiale, professionnelle et respectueuse de l'environnement », était organisé dans le cadre des initiatives de relance du secteur agricole considéré comme garant de l'économie nationale.



Le Ministre des Finances Tabu Abdallah faisant une déclaration du Gouvernement

Le processus d'élaboration du PNIA a été initié dès l'année 2009 et le document a été validé en juin 2011. Son élaboration fut l'œuvre notamment des partenaires du Gouvernement du Burundi comme le système des Nations Unies, les organisations paysannes et privées.

Le PNIA est une feuille de route de la Stratégie Agricole Nationale (SAN) comme il est destiné à son opérationnalisation. Ses objectifs principaux sont entre autres l'assurance de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus des ménages, la disponibilité des devises et de la matière pour le secteur industriel ainsi que la création des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture.

Il s'ajoute à une série d'autres documents stratégiques nationales notamment le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) de 2008, La « Vision 2025 » élaborée en 2009 et le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté – CSLP (génération II) ; et suit également les orientations continentales du New Partnership for African Développement (NEPAD) notamment, celles relatives au développement de l'agriculture.

Le PNIA est un document important.

Il vise la modernisation du secteur agricole qui constitue le poumon de l'économie nationale. « L'ambition du Gouvernement est de pouvoir transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture de marché, ce qui permettra d'assurer pour tous les Burundais la sécurité alimentaire en quantité et en qualité et de dégager un surplus pour l'exportation », a indiqué le Deuxième Vice Président de la République, Gervais Rufyikiri en lançant le Business meeting.

En effet, 90% de la population dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence et l'agriculture et l'élevage contribuent pour 44% du PIB et 95% des recettes d'exportation.

Ce plan dont la mise en œuvre durera six ans (de 2012 à 2017) comporte quatre programmes et 15 sous-programmes dont la priorité est la promotion de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, et la croissance économique. Ces programmes sont l'accroissement durable de la production et la sécurité alimentaire, la professionnalisation des producteurs et la promotion de l'innovation, le développement des filières et l'agro-business ainsi que le renforcement des institutions publiques.

Le Gouvernement escompte une production agricole accrue avec la mise en œuvre du PNIA. « Mon vœux le plus ardent est de rassembler les moyens nécessaires pour la mise en place efficace du PNIA afin d'arriver à l'autosuffisance alimentaire de toute la population burundaise et arriver à produire un surplus commercialisable pendant la durée du PNIA », a souligné la Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Odette Kayitesi à l'occasion du Business meeting.

La mise en œuvre du PNIA nécessite près de 1 500 milliards de Fbu. Le Gouvernement affirme qu'il dispose de 587 582 millions de Fbu, les besoins additionnels équivalant à 864 719 millions de Fbu, soit 60% des besoins totaux. Il est prévu que le secteur privé contribue pour 49 106 millions de francs.

Selon la Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, les filières les plus en souffrance sont celles de l'agro-business et du renforcement des institutions publiques. Leurs déficits sont respectivement dans les proportions de 82% et de 58%. Le Ministre des Finances, Tabu Abdallah, quant à lui promet que le Gouvernement travaillera pour qu'au moins 10% du budget national soit alloué à l'agriculture conformément aux recommandations

du Sommet de Maputo. Il promet que le Gouvernement coordonnera efficacement toutes les actions prévues dans le PNIA, en mettant une priorité au secteur agro-alimentaire.

Dans leurs déclarations respectives à la fin du forum, les partenaires bilatéraux et multilatéraux dont la FAO, ainsi que d'autres partenaires techniques et financières, ont réitéré leur engagement à poursuivre et renforcer le soutien du secteur agricole à travers le PNIA.

Les appuis promis ont été exprimés soit sous forme d'appuis financiers, soit sous forme d'appuis techniques. Ils ont saisi l'occasion pour féliciter le gouvernement pour avoir bien conduit le processus d'élaboration du PNIA qui, selon eux a réussi grâce à une démarche pertinente dans son élaboration.

Les différents appuis ont été promis à travers les déclarations de l'Union Européenne, du Royaume de Belgique, de la Banque Mondiale, du Royaume des Pays Bas, du Japon, du Kenya, de la Chine, de la FAO, du Fonds pour le Développement Agricole, du PAM, du Groupe Plaidoyer Agricole, et du secteur privé.

En exprimant leurs appuis multiformes, les partenaires du Burundi ont émis de nombreuses recommandations au Gouvernement, en l'occurrence le règlement de la question foncière notamment par des réformes appropriées, la maîtrise de la démographie, et l'encadrement technique rapproché des populations rurales.

Les engagements pris par les partenaires ont réconforté le Gouvernement, en lui donnant espoir d'aller de l'avant dans son programme de développement agricole et de l'élevage. « Cette importante rencontre constitue sans nul doute un témoignage éloquent de l'engagement de vos pays et organisations respectifs à accompagner le Burundi sur la voie de relance de son économie à travers le développement du secteur agricole », a indiqué le Deuxième Vice-président Gervais Rufyikiri.

En utilisant les appuis promis, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage pourra, selon le Deuxième Vice-président, réaliser ses missions principales qui sont notamment, la multiplication et la distribution des semences de qualité de six cultures prioritaires pour le Gouvernement (le manioc, la banane, le maïs, la pomme de terre, le riz et le palmier à huile). Il pourra rendre disponible les intrants agricoles dont les semences améliorées, les insecticides, les fongicides et les engrais chimiques. Le secteur de l'élevage sera également réhabilité pendant que les grands périmètres régionaux notamment le Moso, le Bugesera et l'Imbo, seront irrigués. Un fonds de sécurité alimentaire sera constitué, au moment où le domaine de la recherche agricole sera développé.

Les bailleurs de fonds prônent une culture de « faire mieux » notamment à travers la disponibilité des intrants de qualité et de bonnes conditions institutionnelles et organisationnelles.

Pour le représentant de ces bailleurs, « la demande grandissante des produits agricoles devrait être une opportunité à saisir, mais en participant activement à la compétition et aux échanges régionaux ».

Au vu de l'élaboration et la mise en marche par le Gouvernement de ce Plan National d'Investissement Agricole, il a un sentiment d'espoir pour le développement de l'agriculture au Burundi : « ces efforts méritent d'être soutenus », a-t-il souligné.

Dans la logique de l'appréciation des bailleurs de fonds, le Vice-président de la République a profité de l'occasion pour lancer un appel aux investisseurs étrangers d'amener leurs capitaux pour investir dans le pays comme pour profiter de la restauration de la paix au Burundi.

Le PNIA a été élaboré en tenant compte des défis majeurs auxquels l'agriculture burundaise fait face : les défis agronomiques, climatiques, technologiques et socio-économiques, entre autres. Le forum a vu la participation de nombreuses personnalités dont certains membres du Gouvernement, du parlement, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les représentants de la société civile et du secteur privé et des ONGs locales.

Les discussions ont été étayées par une présentation des recommandations par une mission de la Revue Indépendante du PNIA, recommandations ayant permis au Ministre chargé des finances d'éclaircir certaines réponses apportées par le Gouvernement.

Un documentaire de plaidoyer présentant les défis de la sécurité alimentaire au Burundi et des solutions escomptées dans le PNIA avait, au début du forum, été présenté pour servir de plaidoyer et de mobilisation des fonds par les bailleurs. Ce documentaire a été produit par la FAO en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.



Le représentant des bailleurs faisant une déclaration lors du Business Meeting

# LES PLATEAUX HUMIDES ET L'EST DU BURUNDI FRAPPÉS PAR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Le Burundi a connu cette année 2012 un déficit au niveau du volume des importations alimentaires proche de 30% par rapport à l'an dernier. En effet, sur les disponibilités intérieures totales estimées à 244 000 tonnes d'Equivalent-Céréales (EC), il se dégage un déficit alimentaire global de 520 970 tonnes d'EC correspondant à 47% des disponibilités antérieures, après déduction des importations commerciales et des contributions diverses. C'est un constat amer de la mission d'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle composée par la FAO, le MINAGRIE, l'UNICEF et le PAM.

Pour la saison 2012A, cette mission a enregistré une diminution de la production de 11% par rapport à la saison 2011A. La chute de la production était de 13% pour la saison 2011C par rapport à 2010C. Les causes de cette diminution de la production sont de plusieurs ordres. Les précipitations déficitaires du mois de septembre 2011 ont retardé la mise en place de la saison 2012A. Le retard des pluies d'à peu près un mois a affecté les cultures, surtout dans les dépressions de l'Est et du Nord-est du pays.

Les inondations dues aux fortes pluies torrentielles mêlées de vents et de grêle par endroit depuis octobre jusqu'à la troisième décennie de décembre, ont été à l'origine d'énormes pertes de production. La région du Moso, quant à elle, souffrait des déficits hydriques ayant aggravé ces pertes de production. L'insuffisance des semences, notamment des cordes de patates douces et des plançons de pomme de terre ainsi que des boutures

de manioc ont aggravé la situation.

Cette situation qui est devenue plus sérieuse suite aux maladies des cultures comme la persistance de la mosaïque sévère du manioc et la striure brune sur la même culture qui est apparue depuis 2011 ainsi que le flétrissement bactérien du bananier (rapporté surtout dans les provinces de Cankuzo, Ruyigi, Muyinga et Bujumbura Rural), a sensiblement diminué les revenus des ménages.

L'augmentation des prix des denrées alimentaires et l'affaiblissement des opportunités d'emploi ont également diminué l'accès alimentaire par les ménages. Les dépenses restent significativement concentrées sur l'alimentation au détriment des autres besoins essentiels. La dépense sur l'alimentation est en effet de 68% pour 2012A, alors qu'elle était de 53% pendant la saison 2011A.

Cette situation a un impact négatif sur l'état nutritionnel des ménages. Selon les services nutritionnels, le taux d'admission des personnes malnutries dépasse de 26% celle de l'an passé. Le risque d'augmentation de ce taux est très élevé suite à la faible disponibilité alimentaire rapportée pendant cette période de soudure de mars à mai 2012, plus contraignante que normalement.

Différentes analyses de la mission d'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle situent les grandes proportions d'insécurité alimentaire dans les régions naturelles des hauts plateaux humides et la dépression de l'Est du Burundi.



La JME bien visible à travers un habillement expressif



Le Ministre plantant les arbres sur la zone tampon du lac Cohoha



La population de Kirundo plantant des arbres lors de la journée

# JOURNEE MONDIALE DE L'EAU

## UNE BOUFFEE D'OXYGENE POUR LE LAC COHOHA

Il ne serait pas erroné de dire que la Journée Mondiale de l'Eau, édition 2012, est venue comme une manne pour les populations riveraines du lac Cohoha, province Kirundo, un de ces lacs mieux connus sous le sobriquet « Lacs aux oiseaux ».

Actuellement, ce lac qui, comme certains autres de la même région, était naguère réputé pour sa valeur touristique et sa production importante de poissons, ne cesse de se dégrader suite aux activités humaines dévastatrices. C'est pourquoi le Gouvernement et ses partenaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité alimentaire et de gestion des ressources en eau, ont choisi de faire de la province de Kirundo hébergeant ces lacs, l'hôte de cette journée célébrée mondialement chaque 22 mars de l'année.

Du Centre ville de la province de Kirundo, une délégation d'hôtes de marque, tous habillés en blanc, conduite par le Ministre de l'Eau et l'Environnement, lui-même accompagné par certains autres hautes personnalités dont le Ministre de l'Intérieur, le Gouverneur de la Province de Kirundo, le Secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne au Burundi, les délégués des organisations internationales dont la FAO, et d'autres institutions, passe à l'orée d'une population bien curieuse, en direction du lac Cohoha, Commune Busoni où s'est déroulée une des principales activités de cette Journée : la plantation des arbres fournis par la FAO.

C'est après un tour guidé de constatation de la dégradation de la zone tampon de ce lac, que le Ministre de l'Eau et de l'Environnement a donné le ton pour la plantation des arbres de type *Grevillea robusta*, *Maesopsis eminii*, *Cedrela*, et autres sur le littoral de ce lac.

Bien enthousiastes, d'autres personnes s'étant massivement jointes à la population de Kirundo ont suivi le signal du Ministre lors de cette campagne où 5000 sur 40 000 plants d'arbres devant couvrir la zone tampon ont été plantés.

La plantation se faisait à une distance de 2m au lieu des 5 m standards, pour multiplier le nombre d'arbres et ainsi contourner le problème de termites faisant parfois rage dans cette région.

Le lac Cohoha est menacé par l'exploitation non durable de son littoral qui constituait un milieu de ponte (aussi dite « de frayère ») pour les poissons, mais actuellement tout occupé par les cultures.

Comme pour entamer la dernière étape de cette cérémonie, les participants à la JME devaient quitter ce littoral qu'ils ont laissé bien habillé de jeunes arbres.



Le littoral du lac Cohoha occupé par les cultures



Le Secrétaire d'Ambassade d'Allemagne plantant les arbres sur la zone tampon du lac Cohoha



Arrosage d'un arbre planté par le Ministre de l'Eau et financé par la FAO



Animation au stade de Gisenyi en commune Busoni lors de la JME



Animation au stade de Gisenyi en commune Busoni lors de la JME



Le Ministre de l'Eau s'adressant à la population à l'occasion de la JME

Ils n'avaient pas oublié d'arroser ces arbres pour les protéger contre le soleil, accablant ce jour-là, même si la pluie était tombée la veille après plusieurs jours de carence.

Une ambiance de fête régnait au stade de la zone Gisenyi en commune Busoni, où des danses de tambourinaires, ponctuées par celles des groupes d'animation variés agrémentèrent cet événement. Dans son message du jour, le Ministre de l'Eau et de l'Environnement a indiqué que le choix de célébrer la JME à Kirundo a été motivé par le fait que « la province a été frappée par la sécheresse pendant beaucoup d'années et parce que la même province déploie des efforts pour renverser la situation de dégradation environnementale, notamment à travers les projets multiples dont le projet Tamp Kagera de la FAO, Agro Action Allemande, PPCDR et d'autres ».

C'est avec regret qu'il a constaté que les lacs du nord n'ont plus de poissons, suite à la culture dans leur zone Tampon. « Nous avons aujourd'hui planté les arbres pour notamment restaurer le poisson et protéger ces lacs dont Cohoha, et pour sensibiliser les riverains de ce lac et le reste de la population de planter plusieurs arbres afin de restaurer le trésor caché dans cette source d'eau », a-t-il indiqué.

Il a déploré le fait qu'à Kirundo, il n'existe pas de boisement de plus de 35 ha. C'est pourquoi il a lancé un appel à la population de la province de protéger la forêt de Murehe pour qu'en trois ans, elle apparaisse comme les forêts bien verdoyantes du Rwanda voisin.

Les autorités provinciales et communales ont signifié au public que la plantation des arbres en cours et l'installation des courbes de niveau comportant des plantes fixatrices amélioreront la situation des lacs et le sol de cette province. Les arbres plantés vont, selon le Gouverneur de la Province de Kirundo, Ir. Réverien Nzigamasabo « servir même aux générations futures ». Selon lui, la diminution des eaux des lacs du Nord est, en grande partie, imputable à la population même de cette province qui cultive sur une zone interdite avoisinant cette source d'eau. Il a salué les efforts ayant permis au lac Gacimirinda de recouvrer au moins 80% de ses eaux.

Rappelons que suite à la dégradation environnementale, la région naturelle de Bugesera englobant notamment la province de Kirundo, a été frappée par une longue et atroce sécheresse pendant plus de dix ans, situation ayant causé une insécurité alimentaire qui a emporté plusieurs vies humaines et obligé d'autres à fuir après la vente de tous leurs biens. Jusqu'à maintenant, la commune de Busoni est parmi celles qui manquent cruellement d'eau bien qu'elle possède trois lacs.

L'administration communale indique que seulement 40% de la population de cette commune ont accès à l'eau potable et que le reste doit parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau. Le Gouvernement a entre temps appuyé la construction de 27 bornes fontaines dans la commune. Les différentes organisations qui y interviennent dont la Coopération Allemande s'attellent à appuyer la réhabilitation et la construction des infrastructures d'eau potable.

# Lancement du nouveau projet régional sur le bananier

## LA FAO ENGAGE UN COMBAT ACHARNE CONTRE LES MALADIES RAVAGEURS



Le Secrétaire Permanent au MINAGRIE (milieu) procédant à l'ouverture de l'atelier

La FAO, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, a organisé dans la province de Makamba (Sud du Burundi) un atelier de lancement des activités d'un projet financé par le Gouvernement du Royaume de Belgique, pour la sensibilisation sur les moyens à mettre en œuvre en vue d'une gestion efficace de deux maladies émergentes et dévastatrices du bananier, en l'occurrence le BBTV (Banana Bunchy Top Virus) et le BXW (Banana Xanthomonas Wilt - Flétrissement Bactérien du Bananier). D'une durée de 9 mois, le projet est aussi opérationnel dans quatre autres pays de la région des Grands-Lacs : la République Démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, la Tanzanie et l'Uganda.

L'objectif du projet est la réduction de l'impact des maladies du bananier sur la sécurité alimentaire. Il est axé sur les trois principales activités suivantes: (1) la mise en place des mécanismes de coordination des réponses aux maladies émergentes du bananier, en particulier le BXW et le BBTV ; (2) le renforcement des capacités des différents acteurs dans la filière de production de la banane, en termes de techniques culturales, d'identification des maladies et de phyto-sanitation ; et (3) la mise en place d'un système d'alerte précoce vis-à-vis des maladies et ravageurs du bananier.

Si aujourd'hui le BBTV est globalement localisé dans les zones de basse altitude, le BXW prend une ampleur inquiétante au Burundi. Jusqu'à la fin de l'année 2010 connue dans les seules provinces de Bubanza et Cankuzo, la

maladie est maintenant confirmée dans 11 provinces du pays, à savoir Bubanza, Bujumbura, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Makamba, Muyinga, Ngozi, Rutana et Ruyigi.

Au cours des journées du 28, 29 et 30 Mars 2012, dans le cadre de cet atelier, plusieurs activités ont été menées, à savoir :

- Des visites de laboratoires de multiplication in vitro ;
- Des activités de terrain pour se rendre compte de l'ampleur de la maladie et les moyens déjà mis en place par les agriculteurs pour faire face au BXW ;
- Des exposés sur des thèmes variés en rapport avec les activités déjà accomplies et celles à entreprendre dans le court et le long termes par rapport à gestion de BBTV et BXW ;
- Des travaux de groupes pour procéder à un inventaire complet des outils/besoins de formation/sensibilisation sur la lutte contre ces maladies ;
- Enfin, une séance de sensibilisation et de démonstration de lutte et de contrôle du BXW a été organisée dans la Commune Makamba, en Zone Gisenyi.

### Des laboratoires au diapason

En date du 28 Mars 2012, juste avant le départ pour Makamba, deux laboratoires ont été visités : AGROBIOTEC et le Laboratoire de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU).

Au laboratoire de micro propagation in-vitro de la société AGROBIOTEC, une explication détaillée de la technique de micro propagation in-vitro a été donnée aux nombreux participants, constitués du personnel technique du MINAGRIE, de la Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi, de l'ISABU, des ONG partenaires de la FAO, des projets de la Banque Mondiale (PRODEMA) et du FIDA (PTRPC), ainsi que des principaux médias présents au Burundi.

Le but de la visite était de montrer la capacité et la technicité dudit laboratoire pour répondre aux besoins futurs des agriculteurs dans la production d'un matériel de plantation sain et en quantité suffisante.

Au laboratoire de phytopathologie de l'ISABU, la visite a consisté à suivre les exposés des chercheurs du laboratoire en question. Il s'agissait de montrer au public l'expérience de l'ISABU dans la conduite des analyses diagnostiques des maladies des plantes, en particulier le BBTV et le BXW.

### Commune Bugarama : un désastre corrodant

Dans cette commune, une visite a été effectuée dans des champs de producteurs de bananes. L'ampleur du BXW a été amèrement constatée dans cette commune. Une démonstration a été faite aux agriculteurs sur la bonne gestion de la maladie. Des fiches techniques en langue nationale illustrant cette pratique ont été distribuées à quelques agriculteurs. Une bananeraie d'un agriculteur qui a réussi à procéder à une bonne gestion de la maladie a été aussi visitée. Une recommandation a été formulée aux autres agriculteurs de suivre ce bon exemple.

Le Chef de zone de la localité visitée a accepté de faire tout son possible pour sensibiliser et mobiliser la population dans la lutte contre cette maladie, en s'appuyant éventuellement sur la pratique des travaux communautaires organisés tous les samedis à travers tout le pays. Notons que dans le cadre du projet, il est prévu l'installation d'un champ de démonstration de la lutte contre le BXW dans cette localité, en partenariat avec l'ISABU et la FAO.

## Des exposés riches, présentés ex professo

Les activités proprement dites de lancement ont été ostensiblement ouvertes par le Secrétaire Permanent au MINAGIRE. Elles ont porté essentiellement sur des exposés ci-après sur des thèmes variés en rapport avec les stratégies à préconiser pour le contrôle du BXW et du BBTV.

- L'importance du bananier au Burundi et les principales maladies et ravageurs

- Le BBTV : problématique, incidence et moyens de lutte

- Le BXW au Burundi.

- Le BXW : initiatives en cours pour sa mitigation au Burundi

- Les outils de communication : fiches techniques, vidéos, succès et leçons apprises.

- Identification des besoins de formation, sensibilisation et inventaire des outils de formation/sensibilisation.

Le technicien de la FAO, point focal du projet, a présenté son cadre logique du projet. Il a souligné que c'est juste un projet précurseur pour la sensibilisation et la formation sur les deux maladies ci-haut citées. Pour chaque résultat attendu, les activités à mener pour l'atteindre, les indicateurs objectivement vérifiables, ainsi que les sources de vérification, ont été partagés avec les participants à l'atelier.

A l'issue des discussions en plénière, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Procéder simultanément à la sensibilisation/formation sur la lutte contre les deux maladies (BXW et BBTV), étant donné qu'elles présentent des similitudes en terme de la diminution drastique du rendement des bananeraies ;

- Dans la mise sur pied du Comité Technique National sur les maladies du bananier, considérer l'expertise du Comité Technique National déjà en place sur les maladies et ravageurs des plantes ;

- Concernant le système d'alerte précoce, penser à l'utilisation de l'outil GPS (Global Positioning System) ;

- Impliquer suffisamment l'administration territoriale dans la sensibilisation/formation sur la lutte contre ces maladies ;

## Un plan d'action réaliste et porteur d'espoir : aux grands maux les grands remèdes

De façon globale, les observations ci-après ont été faites sur le plan d'action présenté par le Directeur Général de l'Agriculture, Mr Sébastien Ndikumagenge :

Il a été unanimement reconnu que le draft du Plan d'Action existe déjà. Un plaidoyer massue devra être mené au niveau des décideurs dans le but de mettre en place un décret ou une ordonnance à ce sujet.

- a) Interdire l'échange du matériel de plantation sans certificat phytosanitaire ;

- b) Faire respecter les mesures de contrôle de BBTV et BXW ;

- c) Sensibiliser les acteurs de la chaîne de valeur surtout les structures qui travaillent directement avec les producteurs et les agriculteurs ;

- d) Développer une stratégie de mobilisation des acteurs ;

- e) Conserver la diversité des variétés locales performantes ;

- f) Organiser des campagnes de sensibilisation/mobilisation des agents qui travaillent sur les points d'entrée dans le pays (douane, Office Burundais des Recettes, police, armée) ;

- g) Faire respecter la bonne conduite culturelle de la bananeraie ;

- h) Mobiliser les églises dans la mobilisation ;

- i) Au niveau des écoles (primaires et secondaires), intégrer un module de gestion de ces maladies dans les cours de Travaux Pratiques Agricoles ;

- j) Créer des comités provinciaux et communaux de lutte contre ces maladies ;

- k) Instaurer une semaine du bananier allouée à une intense sensibilisation de la lutte contre le BBTV, le BXW et les autres maladies et ravageurs de cette culture de grande importance pour la sécurité alimentaire et monétaire des petits exploitants au Burundi ;

Des besoins en formation/sensibilisation et des groupes cibles seront identifiés, un inventaire des outils de formation existants et/ou à produire établi, les thèmes à traiter répertoriés, un budget idoine mis à disposition, afin de juguler effectivement ces fléaux.

### De la parole à l'action : une pédagogie efficiente et efficace

La clôture des travaux a été consacrée à une séance d'explication de la maladie BXW suivie d'une démonstration de lutte et de contrôle dans la zone Gisenyi, en commune Makamba : les plants malades ont été détruites, enterrés dans des fosses et le matériel utilisé stérilisé.



Une laborantine d' AGROBIOTEC à l'oeuvre



Stérilisation du matériel utilisé dans la destruction des plants malades, une pratique préconisée pour éviter la dissémination du BXW par les outils.



Participation de masse à la destruction des plants infectés par le BXW à Makamba

# FOIRES AUX SEMENCES 2012

## RÉHABILITER LES CAPACITÉS AGRICOLES DES RAPATRIÉS

Trois mille ménages de la commune Mabanda en province Makamba viennent de bénéficier des semences et autres intrants lors des foires organisées en février 2012 pour la mise en place de la deuxième saison agricole 2012B. Les foires aux semences ont été organisées par la FAO avec l'appui du Gouvernement de l'Autriche. Les bénéficiaires de cette assistance étaient les populations rapatriées vivant dans les

Villages Ruraux Intégrés (VRI) de Musenyi/ Mushara et les communautés d'accueil. Pour des raisons d'équité et de cohésion sociale, les ménages souffrant d'une vulnérabilité conjoncturelle ont été inclus parmi les bénéficiaires de cette assistance. Ce sont les enfants orphelins et veuves chefs de ménage ayant un accès à la terre limité mais rendus plus vulnérables par les crises récurrentes auxquelles certaines régions du



Les partenaires de la FAO en train d'organiser les foires aux semences

pays font face.

C'est avec l'appui du Gouvernement d'Autriche à travers le projet «Appui à la réinsertion des populations vulnérables rapatriés des provinces du sud du Burundi en vue de reprendre les activités agricoles » que ces marchés d'intrants agricoles ont été organisés.

Chaque bénéficiaire recevait un kit composé de deux houes, 650 cordes de patate douce de variété dite « Mungande », 10 à 15 gr de semences maraîchères et un voucher (coupon) d'une valeur de 45 000 Fbu pour l'achat des intrants de son choix. Les vouchers avaient une couleur variable par jour pour éviter les risques de tricherie de ces bons. Les listes des bénéficiaires étaient élaborées et validées avec la participation active de la population elle-même et l'administration sous la supervision de la FAO et le partenaire d'exécution qu'est la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage à Makamba.

### Une sensibilisation soutenue pour la réussite de ces foires

L'achat des semences et autres intrants consistait en un échange des produits contre les coupons détenus par les bénéficiaires de l'intervention de la FAO. Les vendeurs obtiennent par après l'argent équivalent au coupon à la fin de la journée de marché.

Notons que les vendeurs étaient préalablement inscrits sur des fiches dites « fiches-vendeurs » indiquant notamment la nature et les quantités réellement écoulées. Avant l'ouverture du marché, un contrôle visuel de la qualité des intrants mis sur le marché était fait par un comité ad hoc nommé par le partenaire d'exécution en collaboration avec l'administration et les populations bénéficiaires. Ce comité avait également le rôle de vérifier si les balances sont conformes afin d'éviter tout cas de truquage des balances afin d'éviter des fraudes éventuelles.

Dans une foire aux semences et autres intrants, le prix des semences varient suivant leurs variétés. Le paiement des vendeurs est autorisé à travers les signatures des représentant du partenaire de terrain mais aussi du technicien de la FAO ainsi que d'un agent de la Banque de Crédit de Bujumbura.

Une sensibilisation des vendeurs (associations, groupements) avait préalablement été faite en collaboration avec l'administration communale et la DPAE Makamba, partenaire de la FAO dans l'organisation de ces marchés ouverts à toute personne, organisation ou groupement de la localité disposant des semences de bonne qualité adapté à la région. Lors de cette sensibilisation, des informations sur les catégories d'intrants à offrir au marché, le calendrier de la tenue des marchés, les prix, les consignes notamment l'honnêteté dans la distribution et les modalités de paiement avaient été données. « Leur affluence sur les marchés résulte du niveau de sensibilisation conduite par l'autorité administrative en collaboration avec le partenaire de terrain de la FAO. Un effectif élevé des vendeurs ainsi que d'importantes quantités de produits de bonne qualité constituent un bon signe de la réussite probable de la foire », a indiqué Mme Evelyne Nduwimana, technicien de la FAO ayant supervisé ces foires.

Selon ce technicien, les foires aux intrants offrent une opportunité de diversification des semences adaptées aux conditions locales en mettant en contact direct les paysans « acheteurs » et « vendeurs d'intrants ». Elles permettent également de mobiliser les paysans à l'importance de contrôler et préserver leurs semences. Les foires aident à restaurer la confiance en soi. Dans les foires, les paysans recherchent les variétés qu'ils avaient perdues en raison de mauvaises récoltes, ou des variétés à croissance rapide, et aux qualités culinaires spécifiques, résistantes notamment aux maladies et enfin les foires permettent de rehausser le niveau de vie économique des commerçants locaux.

# Les rapatriés des Villages Ruraux Intégrés satisfaits des apports du projet FAO d'appui à leur sécurité alimentaire



Mme Borakupata Genifer près de son 'kitchen garden' à Nyabigina

Les Villages Ruraux Intégrés (VRI) sont au stade de tirer le plus grand profit des activités du « Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi », de part les réalisations visibles sur terrain. Une bonne intensification autour des parcelles de case est observable, un bon élevage de caprins et volailles fait avancer certains ménages vers l'élevage du gros bétail. Des activités para agricoles démontrent l'adoption par les rapatriés des mécanismes d'adaptation notamment au manque de terres. Des formations et expérimentations réalisées dans les « Champs Ecoles Paysans » (FFS en sigle) formés par des rapatriés occupent également une place incontournable dans la mise en œuvre du projet.

## Des formations soutenues pour la réussite du projet

« Les formations constituent la base de tout projet », dit Joseph Sakubu, responsable du volet sécurité alimentaire du projet. Il souligne que ce volet aide les bénéficiaires à participer activement dans la mise en œuvre des activités du projet à travers le développement des capacités agricoles.

## Les Champs-Ecoles-Paysans (FFS)

Les FFS ont été initiés dans le but d'appuyer le transfert des innovations techniques aux ménages vulnérables bénéficiaires du projet pour qu'à leurs tours ils puissent contribuer à la relance de leur économie.

Dans les FFS, les membres apprennent par action, par observation, par expérimentation et par la découverte. En sa méthodologie d'apprentissage, il ne s'agit pas d'instruire ou de convaincre les agriculteurs à adopter une innovation, mais plutôt de développer ses capacités à prendre des décisions raisonnées : « le paysan analyse son système de production, identifie les contraintes principales, expérimente les solutions possibles, et parvient ainsi à identifier et à adopter des pratiques les plus appropriées à son système agricole », a dit Philibert Yandemye, responsable du volet FFS à la FAO.

Dans les VRI où l'approche est déjà adoptée, les apprenants qualifient la méthode de « plus avantageuse » que les anciennes. « Dans le temps, les agronomes nous disaient, cultivez, fertilisez votre champ, mais ne nous montraient pas comment cultiver adéquatement un sol selon ses caractéristiques spécifiques...la différence avec l'ancienne méthode est que quand tu manipules tu apprends mieux que quand tu lis les connaissances ou quand on te les dit juste oralement», témoigne Gabriel Nsengiyumva, membre d'un FFS dans le VRI de Musenyi. Les FFS naissantes sont très motivés et émerveillés par les meilleures pratiques leurs enseignées. « Nous sommes en train d'étudier la culture des choux, un aliment important dans la nutrition humaine. Nous allons relayer ce qu'on apprend, et chacun va former une équipe de 35 membres à son tour », a indiqué Néema Habonimana, un

agriculteur, membre du FFS de Mushara en commune Mabanda, province Makamba et Chef de ce village.

« La méthode FFS est sous-tendue par une vive animation, ce qui fait que l'apprenant ne se sent pas fatigué » déclare un des apprenants du VRI de Mushara. Cette « école sans murs » permet également de fertiliser les sols naguère arides. « En exploitant un sol initialement aride, c'est là qu'on saura qu'on aura étudié. Auparavant, on n'aurait jamais imaginé que quelque chose allait pousser ici (sur une colline du VRI de Nyakazi). Nous voulions seulement des sols fertiles », a dit Venant Deneri, président du FFS de l'Association Ntunsigemwiteramber de Nyakazi. Ce FFS fait l'expérience sur la tomate (âgée déjà d'un mois depuis janvier 2012) et est dévouée à disséminer aux autres cette pratique.

Comme le processus d'apprentissage basé sur l'expérimentation comparative dure tout un cycle cultural, le programme d'un FFS comprend des formations techniques complémentaires permettant d'approfondir les connaissances pour explorer davantage les problèmes et tester les solutions identifiées. C'est ainsi qu'une formation en maraîchage et arboriculture fruitière a déjà eu lieu pour trois facilitateurs par FFS. Une autre est programmée sur le thème des techniques culturales des principales spéculations agricoles mises en place par les membres des FFS.

Par ailleurs, dans l'optique de démarrer des activités génératrices de revenus, des formations seront données pour les organisations constituées des habitants des VRI et de la communauté d'accueil. C'est le cas de 7 organisations pratiquant l'apiculture et qui seront aussi dotés de matériel et équipement apicole. D'autres vont démarrer la culture du champignon après avoir acquis les compétences nécessaires au cours d'une formation programmée.

D'autres ateliers de formation seront organisés au fur et à mesure que les activités qui les sous tendent seront mises en œuvre au niveau du terrain. Ils seront complétés par des activités de suivi post formation afin d'appuyer les récipiendaires dans le démarrage effectif, la mise en pratique du savoir acquis et le changement d'attitude/comportement souhaités par le renforcement des capacités.

## L'aménagement pour une meilleure productivité et une protection accrue des sols

Les habitants des VRI sont déjà conscients qu'ils ne pourront tirer le plus grand bénéfice de l'exploitation des parcelles à leur disposition que si elles sont bien aménagées. Actuellement très verdoyantes, les parcelles de case des rapatriés englobent parmi les autres cultures des plantes agro-forestières, et fruitières.

La lutte antiérosive pour la protection du sol reste une préoccupation majeure dans les VRI. Des arbres sont progressivement plantés sur les terrains naguère dénudés notamment dans les VRI de Nkurye, Murembera et de Nyakazi. Les pépinières de Mushara sont quasi vides car les plants d'arbres dont le calliandra et l'eucalyptus sont en cours de plantation notamment sur une grande colline du VRI de Musenyi, en commune Mabanda, province Makamba.

Dans ces villages, les habitants rapatriés ont érigé dans certains champs escarpés des haies antiérosives soutenues par des plantes fixatrices. Ces plantes antiérosives sont également utilisées comme fourrage pour l'élevage. « Le reboisement est très important pour nous, il va protéger notre milieu contre l'érosion », a indiqué Juma Habonimama, le chef du VRI de Musenyi.

L'intensification agricole, fer de lance dans les VRI

Les parcelles de case reflètent une agriculture concentrée avec une variété de cultures autour de ces maisons. Les rapatriés ont su exploiter rationnellement leurs petites superficies avec la plantation des variétés de cultures. Dans les VRI, des champs de manioc et de riz, de bananier, de plants fruitiers, de légumes, de tomates, de banane, de colocase et d'autres cultures vivrières forment un tout verdoyant notamment grâce à la clémence du ciel.

En effet, la pluie a repris après la petite saison sèche. Plus attrayants encore sont les petits champs maraîchers près des cases et connus en anglais comme « kitchen gardens » (uturima tw'igikoni en Kirundi). Ce sont des dispositifs qui reflètent une gestion plus rationnelle de la petite parcelle à la disposition de chaque habitant d'un VRI. Certains sont installés sous forme d'étages de façon que les cultures ne s'entremêlent pas pour gêner la croissance. D'autres sortes de jardins sont installés dans des sacs, et dans les deux cas, une grande variété de cultures y sont plantées.



Un bénéficiaire FAO avec ses cultures diversifiées de case du VRI de Mushara



M. Joseph Micombero, agriculteur modèle dans son champ de riz à Nyakazi

Les bénéficiaires de cette innovation apprécient l'importance de ces jardins spéciaux. « J'ai le piment, l'oignon, les salades tout près, chaque fois qu'à la cuisine nous en avons besoin, nous en récoltons pour un usage direct », indique Danford Niyidufasha du VRI de Nyakazi.

A côté des cultures de case, chaque ménage a creusé une compostière où il jette des ordures ménagères et déchets agricoles qui deviennent par après du fumier organique pour les cultures. Augustin Niyongere, un des agriculteurs modèles pour les jardins de case dans le VRI de Buzimba, rapatrié de la Tanzanie en 2008, remercie la FAO et l'Union Européenne pour lui avoir appris à bien cultiver la tomate, les choux, les oignons et d'autres légumes. Il affirme que grâce à ces connaissances, il enregistre une production satisfaisante par rapport à son petit terrain.

« Mon jardin est si prospère que j'espère récolter 300 kg de tomates et 100 choux dont nous consommerons une partie et vendrons une autre pour couvrir nos autres besoins. Cela va mettre fin au traumatisme que j'avais quand j'étais en l'exil », indique-t-il.

### Du petit élevage au grand élevage pour certains rapatriés

La pratique du petit élevage évolue vers une certaine capitalisation. Ceux qui ont déjà reçu les chèvres et les poules témoignent que ces animaux continuent de se multiplier. Des chèvreries sont construites pour élargir les abris de ce petit bétail et de la volaille.

Il y en a qui ont déjà acheté des vaches et des porcs qu'ils élèvent en stabulation. « J'ai reçu des chèvres deux fois, je les ai engraisées, vendues et en plus de l'argent venu de mes autres activités, j'ai pu acheter cette vache à 170 000 Fbu.

La vache va épauler la famille par son fumier en grandes quantités à mettre dans ma parcelle » dit Bonaventure Bima du VRI de Musenyi. D'autres construisent des étables pour abriter le gros bétail après la vente d'une partie de leur petit bétail.

Les rapatriés bénéficiaires sont convaincus que le bétail reçu leur garantit la fertilité de leurs sols « Si tu n'a pas du fumier, tu ne peux pas cultiver sur un sol aussi aride que le notre », a affirmé Innocent Berakumenyo de Nkurye venu au village en 2000. Considérant que les aliments sont difficiles à obtenir, les rapatriés ont un désir ardent d'apprendre comment les fabriquer artisanalement eux-mêmes. Les animaux d'élevage donnés aux rapatriés leur procurent un bien-être relatif et assurent leur sécurité alimentaire car ils sont méticuleusement nourris et engraisés. « J'ai huit poules-pondeuses, et quatre chèvres. Elles procurent des revenus à ma famille. Les poules, par exemple, me donnent un œuf par jour et au bout d'un mois, je vends une bonne partie, et l'autre, nous la consommons en famille », affirme Danford Niyidufasha habitant du VRI de Nyakazi.

La FAO n'a pas dans son assistance oublié les ménages marginalisés. C'est le cas des albinos qui ont fui à la Paroisse de Giharo. Séraphine Niyibigira a mis au monde trois enfants albinos. Elle garde trente poules pour son association et elle-même « Je remercie la FAO pour m'avoir donné des poules. Elles me permettront d'assurer la scolarité de mes enfants surtout l'achat des uniformes. La construction des abris et abreuvoirs me permettra de respecter les règles d'hygiène que la FAO nous recommande toujours », a-t-elle indiqué.

Comme certains animaux octroyés aux rapatriés dans le cadre de la recapitalisation en bétail parfois tombent malades, la FAO via l'encadrement des éleveurs et les partenaires de terrain continue d'assurer un suivi et de mettre à disposition des médicaments pour les soigner. Des activités de déparasitage et de vermifugation sont régulièrement menées chaque fois que nécessaire.

### **Des activités hors-sol pour contrer le problème de manque de terre**

Les rapatriés de certains VRI mènent des activités non agricoles dans le cadre d'une dynamique de contourner les contraintes liées à l'accès à des terres cultivables autres que les parcelles de case. Augustin Niyongere du VRI de Buzimba a installé une menuiserie à partir des connaissances qu'il a apprises à l'école avant d'aller à l'exil.

Il a seulement besoin d'avoir régulièrement des planches et certains autres outils de travail pour faire évoluer son projet complémentaire à ses cultures de case. Cette activité, ajoutée aux autres, lui procurent la satisfaction d'être retourné de l'exil « Je suis content, très content car je ne porte plus la casquette de réfugié ».

L'apiculture commence à apparaître dans certains VRI, après les formations organisées par la FAO via ses partenaires de terrain au dernier trimestre de l'an dernier. Ezechiel Nijembere du VRI de Nyakazi gère les ruches de son association installées en décembre dernier. « Une ruche peut nous donner 5 kilos de miel en deux mois. Le miel nous procure des revenus et constitue un médicament bucco-dentaire pour les enfants. La misère diminuera avec ce métier ».

Raban Ntacobibuka, apiculteur de la communauté d'accueil près du VRI de Nyabigina possède 76 ruches traditionnelles dont deux modernes lui octroyées par un particulier. Il attend un soutien lui promis par la FAO notamment pour la construction d'une clôture, l'achat des habits et autre matériel apicole (dont les ruches modernes). Il affirme que depuis son jeune âge, le miel a assuré sa survie « J'ai pu édifier ma famille, acheter mon compteur pour m'approvisionner en eau potable, et j'ai cinq beaux costumes obtenus grâce à mon métier ».

### **La construction des infrastructures de stockage progresse, mais encore des défis à contourner**

Dans les VRI suivis par la FAO, la construction des hangars est au stade avancé. Pour certains les toits en tôles sont en cours d'installation notamment à Busebwa et à Giharo. Ils étaient en novembre dernier au stade de la fondation. Ces infrastructures vont servir, en plus de la conservation des récoltes aux autres activités telles que l'utilisation des moulins, la gestion des savonneries, des boulangeries et d'autres.

Afin de se préparer à l'assurance d'une vie saine et à la pérennité des acquis du projet après sa clôture, certains rapatriés ont commencé à monter des boutiques qui vont notamment servir de points de vente des intrants agricoles et que la FAO va financer.

L'un des défis majeurs auxquels il faut faire face est le non accès à la terre dans les VRI de Rumonge, qui

n'ont pas la portion de terre standard de 0.5 ha par ménage de rapatriés. Il n'est pas très rare d'observer un esprit d'antenne vis-à-vis de l'assistance pouvant venir de différents intervenants. Un certain niveau de pauvreté qui persiste chez certains ménages leur fait vendre tout le bétail reçu pour satisfaire aux besoins les plus pressants, un fait rapporté notamment à Nkurye I et II et à Giharo. Dans certains VRI, la fertilité des sols arables reste encore à améliorer. Pour avoir joui déjà des avantages comparatifs du projet, les rapatriés considèrent maintenant que sa durée est finalement très courte.

Le projet qui a démarré en Août 2010 devrait prendre fin Août 2012. Sa mise en œuvre est assurée par deux autres agences : le PNUD pour les volets de réintégration sociale et la promotion de la création d'emploi, surtout à travers les travaux de haute intensité de main d'œuvre, l'UNICEF pour l'hygiène et l'assainissement, la FAO s'occupant de la sécurité alimentaire. l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature-INCEN apporte également un appui notamment pour les programmes de reboisement.

Les Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Élevage (DPAE) sont chargées de la mise en œuvre et la durabilité des acquis du Programme. D'autres activités sont en vue, c'est notamment la réhabilitation des marais pour l'accueil de 30 000 rapatriés attendus et les boutiques d'intrants construites par les rapatriés eux-mêmes.



Un bénéficiaire du projet ayant eu le soutien de la FAO en volaille

La FAO remercie vivement les bailleurs de fonds suivants pour leurs appuis à ses projets et programmes depuis 2009:

La délégation de l'Union Européenne, ECHO, le gouvernement du Japon, le Royaume de Belgique, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Royaume de Suède, le Gouvernement d'Espagne, le Gouvernement d'Italie, l'Office pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), le Gouvernement Autrichien, le UN Peace Building Fund, et le Fond pour l'Environnement Mondial.

« Un monde libéré de la faim et de la malnutrition où l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer les conditions de vie de chacun, et particulièrement des plus pauvres dans une optique économiquement, socialement et écologiquement durable »

**Equipe Editoriale &**

**Mise en page:**

Barnabé Ndayikeza

James Belgrave

Baudelaire Ndayishimiye

**Avec la participation de:**

Gregoire Mutshail

Salvator Kaboneka

Emmanuel Nizigiyimana

Ancilla Ndahigeze

Evelyne Nduwimana

Alain Ndakoze

Nabor Barancira

Jules Seitz

**Photographie:**

James Belgrave

Giulio Napolitano

Barnabé Ndayikeza

FAO Rome

**Photo de couverture:**

©FAO/J.Belgrave



**Représentation de la  
FAO au Burundi**

Avenue de la Plage,

Quartier Asiatique, Bujumbura

BP 1250 Burundi

Tel. +257 22 20 60 00

FAO-BI@fao.org

[coin.fao.org/cms/world/burundi](http://coin.fao.org/cms/world/burundi)

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla 00153 Rome, Italie